

Ce que la participation chinoise aux plus grandes manœuvres militaires russes depuis 1981 révèle des relations entre Moscou et Pékin



La Russie s'active pour les préparatifs de ses plus grandes manœuvres militaires depuis 1981. Le Kremlin sera accompagné dans ce projet par des troupes en provenance de Chine et de Mongolie.

Avec Jean-Sylvestre Mongrenier

Atlantico : 300 000 soldats; 36 000 blindés, et 1000 avions... Moscou prépare ses plus grandes manœuvres militaires depuis 1981, et sera accompagné dans ce projet par des troupes en provenance de Chine et de Mongolie. A cette occasion, le ministre chinois de la Défense a pu évoquer « l'approfondissement de la coopération militaire et l'amélioration des capacités des deux parties à répondre conjointement aux diverses menaces de sécurité ». Peut-on parler d'une nouvelle étape dans la relation entre Moscou et Pékin ?

Jean-Sylvestre Mongrenier : Cet approfondissement de la coopération militaire dont « Vostok-2018 » (Vostok : Est/Orient), du 11 au 15 septembre, constitue la traduction est à mettre en perspective. Les tensions croissantes entre la Russie et l'Occident, entraînées par la nouvelle crise ukrainienne de fin 2013, l'annexion illégale de la Crimée (18 mars 2014) et le déclenchement d'une guerre hybride au Donbass, ont été accompagnées d'une montée en puissance du discours sinophile à Moscou. Vladimir Poutine menace alors de réorienter les exportations énergétiques russes vers la Chine populaire. En toile de fond, la diplomatie triangulaire amorcée dans les années 1990 par Evgueny Primakov – l'idée consistait à s'appuyer sur la Chine, l'Inde et l'Iran afin de rehausser la Russie dans sa relation avec l'Occident –, et le partenariat Moscou-Pékin mis en œuvre à partir de 1996. Cette même année, le « groupe de Shanghai » était fondé et constituait l'une des expressions géopolitiques du rapprochement sino-russe. En 2001, ce « groupe » devenait l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Au vrai, la problématique sino-russe dépasse et englobe la question énergétique. Des accords « définitifs » (1997, 2004 et 2008) ont réglé les litiges frontaliers, les dirigeants russes acceptant le retour à la Chine de l'île de Tabarov (sur le fleuve Amour). La coopération a également un volet militaro-industriel. Par ses ventes d'armes, Moscou a ainsi contribué à la puissance militaire chinoise, dont le lancement du premier porte-avions chinois, le « Liaoning », le *sister-ship* du « Koznetsov ». Si la coque a été achetée à l'Ukraine, à la fin des années 1990, la construction du porte-avions chinois a requis des transferts technologiques russes.

Après un ralentissement de la coopération militaro-industrielle, pendant plusieurs années, on observe ces derniers temps de nouvelles ventes d'armes russes à la Chine et une montée en gamme des matériels livrés (missiles S-400, voire des avions Su-35). A cela

s'ajoutent les échanges et coopérations énergétiques sino-russes, quand bien même il ne faut pas exagérer la portée des accords signés en 2014 (construction du gazoduc « Force de Sibérie » et achats chinois de volumes gaziers) : la menace brandie par Poutine de réorienter ses exportations pétrogazières vers la Chine et l'Asie-Pacifique, au détriment de l'Europe était vaine, les neuf dixièmes des gisements russes étant situés en Sibérie occidentale et dans la région de l'Oural ; la volonté acharnée de construire le *Turkish Stream* en mer Noire et le *Nord Stream 2* en mer Baltique, démontre que la Russie et Gazprom, le bras énergétique du Kremlin, ne peuvent faire l'impasse sur le marché européen qui absorbe l'essentiel de sa production gazière. Mais cela est une autre question.

Dans le discours géopolitique russe, la réorientation des flux d'hydrocarbures vers la Chine et l'Asie constituerait le véhicule et la manifestation d'une alliance entre Moscou et Pékin, contre les Etats-Unis et l'Occident. Dix ans après sa signature, le traité d'amitié et de coopération de 2001 a été renforcé et renommé (« Partenariat global stratégique et de coopération fondé sur l'égalité, la confiance mutuelle, le soutien mutuel, une prospérité et une amitié conjointe de génération en génération » (2011). La valorisation de l'OCS et la mise en avant du thème multipolaire s'inscrivent dans la même ligne. En 2002, Moscou et Pékin ont signé une « Déclaration conjointe sur le monde multipolaire » qui entendait montrer que les deux pays, face à la politique américaine, partageaient une même vision stratégique. Le refus du droit d'ingérence, l'hostilité au thème du changement de régime (« *regime change* ») et l'intangibilité des frontières internationales en représentent les principales composantes. Si les dirigeants chinois n'ont pas reconnu l'indépendance de l'Abkhazie ni entériné le rattachement de la Crimée à la Russie (18 mars 2014), ils ont réaffirmé la solidarité géopolitique de la Chine avec la Russie. A Shanghai, le 20 mai 2014, Xi-Jinping a loué « la détermination et la volonté inébranlable de la Chine et de la Russie de faire face ensemble aux menaces et aux défis nouveaux (...) et sauvegarder la sécurité et la stabilité régionales » (*China News Service*, 20 mai 2014). Une déclaration conjointe a suivi. Dans cette déclaration conjointe, Pékin et Moscou s'affirment résolus à « résister aux interférences dans les affaires internes des autres Etats et de s'opposer au langage des sanctions unilatérales ». Les deux capitales en appellent à « cesser tout financement et tout encouragement d'activités visant à changer l'ordre constitutionnel d'autres Etats » et soulignent la « nécessité de respecter l'héritage historique de chaque pays, sa culture politique et le système social et politique qu'il a choisi de manière indépendante ».

Quelles sont les menaces communes à la sécurité des deux pays dans le sens des propos du ministre chinois de la défense ?

Les propos du ministère de la Défense de la République populaire de Chine (RPC), tels qu'ils sont rapportés par l'article de la BBC, sont très généraux. A proprement parler, il n'y a pas de menace militaire directe sur l'un ou l'autre membre de ce partenariat russo-chinois. Les tensions avec les puissances occidentales en général, les Etats-Unis en particulier, sont d'ordre diplomatique et géoéconomique (sanctions et contre-sanctions économiques et financières, conflits commerciaux, rivalités scientifiques et technologiques croissantes entre le monde occidental et la RPC). Moscou et Pékin sont unis dans leur volonté de subvertir, voire d'abattre, l'ordre international tel qu'il existe, produit d'une longue hégémonie occidentale de cinq siècles dont les Etats-Unis, *in fine*, ne sont jamais que les héritiers historiques. Dans le cas du pouvoir russe, il s'agit plus particulièrement de prendre la revanche sur l'issue de la Guerre Froide, entre 1989 et 1991, avec l'idée que la « victoire froide » de l'Ouest était temporaire et momentanée. Bref, la Russie et la RPC ont adopté une posture révisionniste et ces deux puissances sont à la manœuvre. Elles prennent des initiatives, poussent à la roue et avancent leurs « pions » (pour reprendre une image réductrice). Cette disposition d'esprit et l'attitude qu'elle inspire expliquent la capacité à saisir des opportunités tactiques : en Europe centrale et orientale, en Méditerranée et au Moyen-Orient dans le cas de la Russie, voire en Afrique ; dans les « méditerranées asiatiques » (mers de Chine du Sud et de l'Est), dans l'océan Indien, en Afrique, en Eurasie, voire en Amérique latine dans le cas de la RPC. Au vrai, la Chine populaire devient une hyperpuissance dont l'espace de jeu est mondial.

La possible transformation de la RPC en centre de gravité de l'Eurasie, au moyen notamment du projet de « nouvelles routes de la Soie » (la *Belt and Road Initiative*), appelle l'attention sur l'ambivalence des relations sino-russes. Rappelons qu'avant le durcissement des relations entre la Russie et l'Occident, à propos de l'Ukraine, d'aucuns évoquaient un nouveau « péril jaune » susceptible d'unir Russes et Occidentaux. La montée en puissance de la Chine, plus encore évidente après la crise économique de 2008, constituerait une menace virtuelle sur la Sibérie et l'Extrême-Orient russe : ces régions vides d'hommes, mais riches en ressources naturelles, au contact de provinces chinoises surpeuplées (6 millions de Russes face à 120 millions de Chinois), autrefois sous domination de Pékin (voir les « traités inégaux » de 1858-1860). Bien que maniée avec discrétion, cette vision des choses a parfois servi à légitimer la diplomatie du « reset » inaugurée par l'Administration Obama, en 2009. Certes, l'avenir est ouvert, mais les coopérations concrètes mises en place par les autorités chinoises et russes dans leurs régions frontalières et les convergences diplomatiques affichées sur le plan international ne vont pas dans le sens du « péril jaune » et d'un futur grand conflit sino-russe. Il semble que le fait même de l'immigration chinoise en Sibérie et dans l'Extrême-Orient russe ait été très exagéré par les dirigeants politiques locaux.

En fait, les rivalités sino-russes sont plus aisément observables en Asie centrale, l'un comme l'autre cherchant à instrumentaliser l'OCS (la Chine l'utilise comme plateforme multilatérale pour renforcer sa présence et la Russie cherche à limiter la percée chinoise). Dans cette partie de l'« étranger proche », le Kremlin s'appuie sur l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective) et la Communauté économique eurasiatique, complétées par une Union économique eurasiatique, afin de consolider la présence de la Russie et réaffirmer son hégémonie. Pourtant, Moscou fait preuve d'une grande prudence vis-à-vis de la Chine. L'idée consiste à contenir et à accompagner la poussée chinoise, à passer des compromis (voir la délimitation des frontières communes) et à coopérer (les échanges énergétiques et militaro-industriels), sans confrontation. De part et d'autre, on s'appuie réciproquement afin de pratiquer une forme de « *soft balancing* » vis-à-vis de l'Occident. Les dirigeants russes veulent stabiliser leur rapport à la Chine et assurer leurs arrières en Asie, l'objectif visant à peser en Europe, là où le révisionnisme géopolitique russe s'avère le plus saillant. Peu ou prou,

c'est ce que l'Amiral Castex appelait la « manœuvre de Gengis Khan ». Les exercices communs à venir (Vostok-2018) ne sont pas les premiers, mais l'ordre de grandeur, particulièrement du côté russe, marque un cap. Sur le plan de la géopolitique et de la grande stratégie, la Russie et la RPC pratiquent une sorte de dos-à-dos, face à l'OTAN à l'ouest de l'Eurasie, face aux alliances américaines en Asie-Pacifique. Et les rapports avec l'Occident se durcissent.

Dylan White, porte-parole de l'OTAN a pu déclarer « Vostok démontre que la Russie se concentre sur l'exercice d'un conflit à grande échelle. Elle s'inscrit dans une tendance que nous avons vue depuis longtemps: une Russie plus affirmée, augmentant considérablement son budget de défense et sa présence militaire ». Comment Europe et Etats Unis accueillent-ils de telles manœuvres « grande échelle » dans un contexte d'affaiblissement apparent de l'OTAN ?

Après la guerre russo-géorgienne d'août 2008, les dirigeants occidentaux étaient encore persuadés que Vladimir Poutine cherchait uniquement à renforcer sa posture pour mieux négocier et améliorer les « termes de l'échange » avec l'Occident dont la Russie, vaille que vaille, constituait le partenaire naturel. Le rattachement *manu militari* de la Crimée à la Russie (18 mars 2014) et le déclenchement concomitant d'une guerre hybride au Donbass auront accéléré le recentrage de l'OTAN sur la menace russe et la défense mutuelle, précédemment amorcé avec l'adoption d'un nouveau Concept stratégique, lors du sommet de Lisbonne (19-20 novembre 2010). Du point de vue occidental, on craint que la Russie ne recoure à des tactiques asymétriques pour s'attaquer aux Etats baltes, voire à la Pologne, et mener une politique du fait accompli. De fait, le discours de Poutine sur la protection des minorités russes, prononcé le 28 mars 2014, vaut pour tous les Etats qui comptent des populations de langue russe, soit de 25 à 30 % en Estonie et Lettonie. Dans la région balte, il convient également de prendre en compte le potentiel conflictuel de l'enclave russe de Kaliningrad (ex-Königsberg), entre Pologne et Lituanie, et la vulnérabilité de ce que l'on nomme le passage de Suwalki. Situé entre l'enclave russe de Kaliningrad/ex-Königsberg et la Biélorussie, ledit passage correspond à une zone géographique de 65 kilomètres de long, dans le nord-est de la Pologne ; il constitue le seul accès terrestre reliant les Etats baltes aux autres pays de l'OTAN.

Afin de bien signifier les limites à ne pas dépasser, l'OTAN mène donc des exercices réguliers sur le territoire des Etats les plus concernés. Lors du sommet de Newport, les 4 et 5 septembre 2014, les Alliés ont décidé l'établissement d'une « force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation » (*Very High Readiness Joint Task Force*). Ce « fer de lance » (*Spearhead*) de la Force de réaction de l'OTAN regroupe sept pays européens – dont le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Norvège -, qui mettent à disposition des unités terrestres, navales et aériennes. Opérationnelle en 2016, mobilisable en deux à sept jours, la VHRJTF est dotée de 5 000 hommes. Les Etats-Unis apportent aussi leur contribution (moyens de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, forces spéciales, artillerie). Dans ce redéploiement vers la Russie, il faut également prendre en compte la *Northern Group*, un forum politico-militaire qui regroupe des Etats du nord et du nord-ouest de l'Europe. Constitué en 2010, le *Northern Group* organise des consultations interministérielles, des rencontres d'experts stratégiques, mais également des exercices militaires. Si le plus grand nombre est membre de l'OTAN, la Suède et la Finlande, pays dits « non alliés », font aussi partie du *Northern Group*. Alors que ces voisins de la Russie s'inquiètent des tensions aux limites de leur espace aérien et maritime, ce forum leur permet de se rapprocher de l'OTAN. Le prépositionnement annoncé d'armements lourds américains sur le territoire des Etats centre-est européens de l'OTAN, situés dans le voisinage de la Russie, représente une autre conséquence de la nouvelle guerre froide. Un demi-millier de soldats américains sont déjà déployés à travers les divers exercices organisés dans la région et, lors de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN des 4 et 5 juin 2015, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils stationneraient des armements lourds pour une brigade, soit 5 000 hommes. Les pays concernés sont les trois Etats baltes, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie, mais le matériel tournera dans la région pour les exercices interalliés.

Les infrastructures de l'OTAN se déplacent aussi vers l'Est. Les Alliés ont décidé l'installation de six centres de commandement et de contrôle dans la région, avec un quartier général de haut niveau. Dans une certaine mesure, les Etats centre-est européens de l'OTAN bénéficieront d'une plus forte présence américaine et ouest-européenne, cette « empreinte militaire » devant matérialiser les garanties de sécurité (l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord). Le secrétaire général de l'OTAN a précisé que ces déploiements, purement défensifs et proportionnés, ne remettraient pas en cause l'accord OTAN-Russie, ce à quoi sont particulièrement attentifs les Etats d'Europe occidentale. Toutefois, Poutine a dénoncé « la démarche la plus agressive du Pentagone depuis la guerre froide » et présenté la mise en place de 40 nouveaux missiles nucléaires intercontinentaux comme une réponse aux initiatives de l'OTAN (le programme de modernisation a été décidé en 2012 et il respecte les limitations inscrites dans le traité *New Start* de 2010). Confirmé lors du sommet de Varsovie (8-9 juillet 2016), l'ensemble de ces mesures de réassurance vise donc à renforcer la posture de défense et de dissuasion de l'OTAN sur l'axe Baltique-mer Noire. Il est effectivement mis en œuvre et s'accompagne de manœuvres qui ont notamment pour objet l'envoi de troupes alliées dans les Etats baltes, particulièrement exposés à un coup de main des forces russes. Par ailleurs, la diplomatie roumaine cherche à obtenir un renforcement de la présence navale de l'OTAN en mer Noire où l'annexion illégale de la Crimée et sa militarisation modifie la balance des forces. Ce projet bute sur les réserves de la Turquie, soucieuse de promouvoir sa présence propre dans la région, quitte à chercher un terrain de compromis avec la Russie.

En **guise de conclusion**, il apparaît que les dirigeants des pays membres de l'OTAN ont pris la mesure du nouveau cours des choses en Russie, encore que les enjeux migratoires et les affrontements politiques internes aux pays européens tendent à minorer la réalité de la menace dans une partie des opinions publiques internes. Il reste que le voisinage de la Russie est de longue date « pesant », si l'on veut euphémiser le propos, et les esprits sont accoutumés à l'existence d'une menace à l'Est de l'Europe. En revanche, beaucoup n'ont pas encore pris la mesure des risques et menaces liés à la RPC. Alors que Pékin est désormais en mesure de déployer sa marine de guerre dans un vaste arc qui court de l'Arctique à la Méditerranée, et ne s'en prive pas, la RPC est toujours

perçue comme une puissance d'Asie-Pacifique dont les ambitions ne concerneraient pas véritablement l'Europe. Certains gouvernements rechignent à élaborer au niveau européen un dispositif de protection des secteurs stratégiques et se livrent à une « danse du ventre » pour accueillir des capitaux chinois, fournis par le capitalisme d'Etat de la RPC et donc sous contrôle politique. Le temps est venu d'apporter des réponses communes, y compris dans un cadre transatlantique et, pour les plus allants (dont la France), de s'investir dans la région Indo-Pacifique.